

En 1870, André Léo – alias Léodile Béra, veuve Champseix – alors âgée de 46 ans, est l'une des figures de l'opposition démocratique et socialiste du Second Empire, à Paris et même au-delà<sup>1</sup>. Au cours de la décennie précédente, elle a écrit une dizaine de romans et nouvelles qui ont assuré sa notoriété en tant qu'auteure engagée, révoltée contre les inégalités sociales, l'obscurantisme religieux et l'hypocrisie morale de son époque. Grâce à ses relations, à son pseudonyme masculin et à son opiniâtreté, elle a réussi à surmonter certains des obstacles dressés entre les femmes et la sphère politique, et s'est fait une place dans la presse d'opinion : depuis 1867, elle a ainsi publié une soixantaine d'articles dénonçant entre autres l'exploitation des ouvrier-e-s, la misère des paysan-ne-s, l'assujettissement des femmes, et appelant à l'émancipation par l'instruction et l'association. En 1870, elle est notamment collaboratrice régulière de ce journal républicain à grand tirage qu'est *Le Siècle*.

Veuve du quarante-huitard Grégoire Champseix dont elle a partagé l'exil suisse de 1851 à 1861, elle évolue dans un milieu républicain très diversifié : elle fréquente des franc-maçons liés aux réseaux saint-simoniens, des personnalités de l'opposition libérale bourgeoise, mais aussi des membres de l'Association Internationale des Travailleurs. Elle-même fait partie de la section de son quartier des Batignolles, cofondée par ses grands amis, Élie et Élisée Reclus. C'est très probablement par ce réseau socialiste qu'elle a rencontré Benoît Malon, avec lequel elle a noué une vive amitié depuis 1868<sup>2</sup>. Lorsqu'il se retrouve arrêté, fin avril 1870, avec d'autres dirigeants de l'Internationale, elle n'hésite d'ailleurs pas à s'exposer publiquement, témoignant à la fois de ses liens avec Malon et de son engagement politique personnel. Elle ose en effet accuser le gouvernement impérial de « calomnie » et de « mensonge », défend la légitimité de l'AIT, et achève avec solennité : « j'engage tous les membres de l'Internationale, à Paris et en province, à protester comme moi. L'empire manquera de prisons. »<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Ainsi *L'Égalité*, qui paraît à Genève le 27 février 1869 se réjouit d'annoncer la collaboration d'« un des premiers écrivains socialistes de France, Mme André Léo », aux côtés d'autres internationalistes français tels qu'Élisée Reclus, Benoît Malon et Eugène Varlin (*L'Égalité. Journal de l'Association internationale des Travailleurs de la Suisse romande*, n°6).

<sup>2</sup> Les lettres écrites à André Léo par Malon entre juillet 1868 et août 1870, conservées dans le fonds Descaves de l'Institut d'Histoire Sociale d'Amsterdam, permettent de penser que leur relation n'est devenue véritablement amoureuse qu'à l'été 1870, Malon déclarant progressivement sa flamme durant sa détention à Mazas (mai-juin 1870) puis à Beauvais (juillet-septembre 1870) : voir Alain Dalotel, *André Léo. La Junon de la Commune*, Cahiers du Pays Chauvinois, 2004, p. 40-44 et 59-69. Remis provisoirement en liberté sous caution après la comparution du 22 juin 1870, Benoît Malon rejoint André Léo : tous deux sont présents le 26 juin à Vascœuil, chez Alfred Dumesnil, où Élisée Reclus et Fanny L'Herminiez célèbrent leur union civile. Jean-Pierre Bonnet a mis en évidence leurs deux signatures sur l'« acte de mariage » (fonds Élisée Reclus, Département des Manuscrits de la Bibliothèque nationale de France, cote NAF 22909, folio 14 ), je le remercie pour ces renseignements inédits.

<sup>3</sup> Voir sa lettre au rédacteur, datée du 1<sup>er</sup> mai, *Le Rappel*, 3 mai 1870 : elle y déclare être elle-même « membre de

## Un projet de rénovation sociale progressive

André Léo peut ainsi être considérée comme représentative de cette mouvance radicale mais pacifique, qui, portée par les succès de l'opposition démocratique depuis 1868-1869, s'active à préparer l'avènement d'une nouvelle ère<sup>4</sup> – par la propagande et l'éducation. Au lendemain du plébiscite du 8 mai 1870, loin d'être découragée par le succès impérial, elle affirme son ambition de s'attaquer aux racines du conservatisme rural, en imaginant un journal destiné à « éclairer les masses populaires » des campagnes. Cette publication devrait parler aux paysans de leurs préoccupations mais « en s'efforçant d'en agrandir le cercle » et de les gagner à l'idée républicaine<sup>5</sup>. Ce faisant, André Léo préconise implicitement aux démocrates d'adopter envers les paysans la même démarche intégratrice que celle adoptée par les républicains les plus progressistes envers les femmes, celles-ci étant alors considérées comme l'autre grande force conservatrice<sup>6</sup>.

André Léo poursuit par ailleurs ses efforts pour encourager les femmes à rejoindre l'élan protestataire et émancipateur qui se fait entendre, à Paris comme dans d'autres villes<sup>7</sup>. Fondatrice de la Société de Revendication des Droits de la Femme, elle est, au début de l'été 1870, très occupée à mettre en œuvre son principal projet : la création d'une école démocratiques de filles<sup>8</sup>. Le dimanche 10 juillet 1870, alors que les déclarations belliqueuses et les manifestations patriotiques agitent la capitale, la première assemblée générale de la Société de Revendication discute ainsi de l'ouverture prochaine de cette école destinée à « élever des citoyennes comme il faudrait élever des citoyens »<sup>9</sup>. Une directrice et des enseignant-e-s ont été

---

cette ligue illicite aux yeux de l'empire ». Notons que cette lettre, signée « André Léo », qui fait un vibrant éloge de Malon, est écrite de manière à ne pas trahir le sexe de l'auteure.

<sup>4</sup> « Nous sommes au commencement d'une ère nouvelle », écrit André Léo dans son article « L'éducation républicaine », *Le Rappel*, 5 mars 1870.

<sup>5</sup> « A tous les démocrates ». Prospectus et appel à souscription pour *L'Agriculteur. Journal du dimanche*, s.d., signé « Paul Lacombe, J.[ulie] Toussaint, Elysée Reclus, André Léo. S'adresser à Mme André Léo ».

<sup>6</sup> Le plus représentatif de cette démarche est Léon Richer, qui fonde en avril 1869 *Le Droit des Femmes*, journal politique hebdomadaire destiné à rallier les femmes à la République en suscitant le soutien des républicains aux revendications des femmes. André Léo y publie quelques textes en 1869 puis se brouille avec Richer.

<sup>7</sup> Alice Primi, « La Ligue en faveur des droits des femmes (1868-1870), un humanisme universaliste et socialiste », à paraître dans les *Actes des Journées André Léo*, Université de Poitiers, Presses Universitaires de Rennes, 2014.

<sup>8</sup> *Statuts de la Société de la Revendication des Droits de la Femme*, datés du 30 septembre 1869, Bibliothèque Historique de la Ville de Paris, fonds Bouglé. Voir également la présentation du programme et du règlement de la future école dans *Le Droit des Femmes*, n°23, 11 septembre 1869.

<sup>9</sup> André Léo, article sans titre, *Le Siècle*, 15 juillet 1870. Elle achève son compte-rendu par un éloge des loges maçonniques qui ont soutenu la fondation de l'école, ayant compris « la véritable voie du renouvellement social ». Parmi les enseignants recrutés, signalons Élisée Reclus, Aristide Rey, Paul Lacombe.

recruté-e-s, et doivent commencer dès le mois d'octobre suivant à offrir aux filles des démocrates une instruction complète, laïque, dispensée sans violence et dans le souci de l'épanouissement individuel. L'entrée en guerre met brutalement fin à ce projet<sup>10</sup>.

### **La guerre vue par une pacifiste révolutionnaire**

Les sources dont nous disposons pour connaître les réactions et les agissements d'André Léo pendant la guerre de 1870 sont pour l'essentiel des correspondances reçues par elle et des textes qu'elle a écrits – certains étant publiés dans les journaux contemporains, d'autres étant restés inédits, tel son manuscrit « Notes et impressions » dont un extrait est reproduit plus loin. Avant la guerre, André Léo a plusieurs fois exprimé son pacifisme – par exemple en tant que collaboratrice des *États-Unis d'Europe*<sup>11</sup>. Elle a également dit sa désapprobation envers la fièvre insurrectionnelle de certains milieux de gauche, admirateurs des mesures violentes de la Terreur<sup>12</sup>. Elle partage en cela les positions d'autres démocrates, tel Paul Lacombe qui, peu avant la guerre, ironise sur les républicains qui se doivent de détester la guerre mais tiennent à prouver leur bravoure en appelant dans leurs clubs à l'insurrection, manifestant ainsi un « chauvinisme des barricades »<sup>13</sup>.

Pourtant, lorsque la guerre éclate, André Léo réagit comme le reste de la gauche radicale, en espérant une révolution populaire fondée sur le refus de la guerre et le rejet de l'Empire. Elle s'emploie alors à favoriser un tel sursaut par tous les moyens dont elle dispose, à commencer par des articles, dans lesquels elle tente d'aller aussi loin que la surveillance gouvernementale le permet. Le 10 juillet, *Le Siècle* publie son article intitulé « L'association internationale et l'empire : la paix et la guerre ». C'est non seulement une forme de protestation à peine voilée contre la condamnation des internationalistes, cinq jours auparavant, mais c'est aussi une exhortation à refuser que « les niaiseries et les maladresses de quelques hommes s[oient] expiées par le sang et les larmes de deux ou trois nations » ; pour cela, suggère-t-elle, il faut rejoindre

---

<sup>10</sup> Notons qu'André Léo reprend dès qu'elle le peut la mise en œuvre de ses idéaux pédagogiques, durant l'hiver 1870-1871 puis durant la Commune. Voir Alain Dalotel, *André Léo. La Junon de la Commune*, Cahiers du Pays Chauvinois, 2004, p. 79 et p. 92-93.

<sup>11</sup> André Léo, « La question de la paix dans les campagnes de France » et « L'Empire de l'habitude », *Les États-Unis d'Europe*, n°1 du 5 janvier 1868 et n°8 du 23 février 1868.

<sup>12</sup> Voir par exemple André Léo, « Les principes et les moyens », *La Démocratie*, 31 octobre 1869.

<sup>13</sup> « La politique, la seule vraie, la seule avouable, consiste même à préparer l'insurrection. Grâce à cette trouvaille merveilleuse, il est encore possible à un républicain français de parler bataille. C'est le chauvinisme adapté aux idées nouvelles, le chauvinisme des barricades ». Extrait de la brochure de Paul Lacombe, parue au lendemain du plébiscite de mai 1870, *La République et la Liberté*, Paris, le Chevalier, 1870, p. 31.

l'AIT, dont les objectifs sont l'union et la paix « des pauvres et des laborieux de ce monde ». Le 20 juillet, le lendemain de la déclaration de guerre officielle, André Léo adresse au *Siècle* une lettre ouverte dans laquelle elle condamne l'apolitisme des femmes ; de manière détournée, elle les incite à ne plus se résigner aux malheurs de la guerre, à passer à la réflexion, voire à la contestation<sup>14</sup>.

Début août, alors que les défaites de l'armée françaises se succèdent, la gauche intensifie son agitation dans plusieurs grandes villes, dont Paris. Dans des notes postérieures, André Léo rapporte le débat qui occupe alors toutes les conversations : faut-il résister à l'invasion en soutenant l'Empire ou bien hâter la fin de celui-ci pour sauver la France ? Pour ceux qui, comme elle, « savaient l'Empire aussi incapable qu'il était vil, le salut ne pouvait être que dans sa chute »<sup>15</sup>. C'est pourquoi, le soir du 7 août, apprenant qu'« une foule considérable s'amassait sur les boulevards » malgré l'interdiction et les menaces du commandement militaire, elle s'y rend en compagnie de son fils André, de ses amis Reclus et d'une jeune Américaine<sup>16</sup>. Plein d'espoir, ils vont de groupe en groupe, lancent des appels à la révolution, tentent de résister aux forces de l'ordre. Si certains les applaudissent, la foule reste dans l'ensemble irrésolue et se soumet aux sergents de ville qui enjoignent de circuler<sup>17</sup>.

André Léo reporte alors ses espoirs sur la stratégie échafaudée par la gauche parisienne pour le 9 août, qu'un membre du conseil fédéral parisien de l'Internationale est venu présenter le 6 août à la section des Batignolles : « tandis que le peuple assemblé en foule réclamerait la déchéance de Napoléon III, Mr Jules Favre la demanderait à la Chambre, et comme ces braves étaient peu rassurés sur le succès de cette démarche, deux ou trois cents démocrates déterminés et armés, devaient être introduits par une porte de derrière dans le Palais législatif »<sup>18</sup>. André Léo a prévu d'appuyer ce projet de soulèvement populaire par un nouvel article, dans lequel elle appelle ouvertement les femmes à l'insurrection : « Soyez fortes, soyez éloquentes, sachez

---

<sup>14</sup> André Léo, [Lettre au rédacteur], *Le Siècle*, 21 juillet 1870.

<sup>15</sup> Extrait du manuscrit non daté « Notes et Impression » (passage sans pagination, probablement inclus dans le chapitre V), deuxième feuillet, Fonds Descaves, Institut d'Histoire Sociale, Amsterdam.

<sup>16</sup> Il s'agit de Mary Putnam, une étudiante en médecine qui est liée avec la famille Reclus depuis 1868 et habite chez eux depuis octobre 1869. Dans une lettre datée du 14 août 1870, elle écrit être sortie un soir sur les boulevards avec Élie Reclus et s'indigne du déploiement militaire face à la foule : « There was much more fear of an insurrection at Paris than of the enemy (...). » (*Life and letters of Mary Putnam Jacobi*, edited by Ruth Putnam, New York, G.P. Putnam's Sons, 1925, p. 255).

<sup>17</sup> Extrait du manuscrit cité plus haut, feuillets 2 et 3. Mary Putnam n'évoque pas ces appels au soulèvement – précisons qu'elle écrit à sa famille aux États-Unis, et qu'elle craint peut-être aussi que sa correspondance soit interceptée – et nous ne disposons que de ce témoignage d'André Léo elle-même sur ses propres agissements.

<sup>18</sup> Extrait du manuscrit cité plus haut, feuillet 4.

vouloir et Paris devient imprenable, et nos malheureux soldats reprennent là-bas une nouvelle ardeur. Joignez vos cris à ceux des hommes qui réclament des armes. Marchez avec eux. Votre vue achèvera de vaincre des résistances au fond aussi hésitantes qu'insensées. Mitrailler Paris tout entier, à l'heure où nous sommes ! La folie même reculerait. Du cœur ! femmes de Paris, femmes de toute la France, et la patrie est sauvée »<sup>19</sup>. Selon elle, la presse a en effet à jouer un rôle décisif en « jet[ant] à la foule les mots qui doivent éclater en de telles crises »<sup>20</sup>. Ce 9 août, André Léo se rend au rendez-vous donné devant le Palais Bourbon, puis au rassemblement des opposants place de la Concorde ; si l'on en croit son témoignage, elle manque d'être arrêtée à deux reprises, alors qu'elle tente de rallier des gens à ses vues<sup>21</sup>.

Après cet échec de la gauche parisienne<sup>22</sup>, André Léo continue le combat avec sa plume, toujours dans les colonnes du *Siècle*. Le 15 août, soit le jour même de la fête impériale, elle commence la publication d'un long article en quatre parties sur l'invasion de 1814, établissant d'éloquents parallèles avec les événements contemporains<sup>23</sup>. Si dans les débuts de la guerre, l'idée d'une revanche contre 1815 avait servi à attiser l'enthousiasme patriotique, ce n'est évidemment pas ce qui intéresse André Léo dans la mémoire de ce passé. Elle entend plutôt guider la réflexion populaire en retraçant « le spectacle de cette fin inévitable du despotisme, qui, après avoir absorbé en lui tout un peuple, tombe en l'entraînant dans sa chute »<sup>24</sup>. Elle achève sa démonstration en appelant au retour de la république, seul régime à même de garantir le salut commun. André Léo reprend également sa défense de l'Internationale, lorsque celle-ci est accusée d'avoir fomenté l'attaque d'une caserne à La Villette<sup>25</sup>. Enfin, elle fait connaître par l'intermédiaire de plusieurs journaux la création d'une Société de Secours aux Victimes de la

---

<sup>19</sup> André Léo, « Aux femmes françaises. » *Le Siècle*, 9 août 1870.

<sup>20</sup> Extrait du manuscrit cité plus haut, feuillet 6. André Léo déplore *a posteriori* l'autocensure des journaux qui, alors que « la France agonisait, [...] avaient peur d'être suspendus », minimisaient donc les faits et « ménageaient la vérité » (*Ibid.*).

<sup>21</sup> Extrait du manuscrit cité plus haut, feuillet 6.

<sup>22</sup> La proposition de Jules Favre (l'armement de tous les citoyens, la réorganisation de la garde nationale, le retrait du commandement militaire de l'empereur et la formation d'un nouveau gouvernement au sein du Corps législatif) est repoussée par 190 voix contre 53, et la Chambre n'est finalement pas envahie par des démocrates en armes.

<sup>23</sup> André Léo, « L'invasion en 1814 », *Le Siècle*, 15, 16, 18, 22 août 1870.

<sup>24</sup> *Ibid.*, n° du 15 août 1870.

<sup>25</sup> André Léo, démenti sans titre, *Le Siècle*, 18 août 1870 puis un texte sans titre, *Le Siècle*, 19 août 1870. André Léo et Adèle Esquiros auraient accompagné Louise Michel pour apporter à Trochu la lettre écrite par Michelet et signée comme une pétition, demandant la grâce des blanquistes Émile Eudes et Gabriel Brideau, condamnés à mort après l'affaire de La Villette. Louise Michel, *La Commune. Histoire et Souvenirs*, première édition 1898, Paris, Stock, 1978, p. 85.

Guerre, dont elle préside le comité directeur<sup>26</sup>. Cette Société semble avoir fonctionné durant tout l'automne 1870 et atteste du désir d'André Léo d'agir à tous les niveaux<sup>27</sup>.

La suite des agissements d'André Léo durant la guerre sont bien connus grâce à la biographie d'Alain Dalotel<sup>28</sup>. Ce simple « focus » sur l'été 1870 montre qu'elle a dès le début choisi son camp, dans le prolongement de ses engagements antérieurs, ne cédant ni au patriotisme ni au défaitisme. De même qu'en juin-juillet 1868, elle s'était immédiatement intéressée au mouvement naissant des réunions publiques, osant même quelques discours en faveur des droits des femmes en salle du Vauxhall, on la voit en juillet 1870 très attentive à ce qui se passe dans les rues, n'hésitant pas à sortir se mêler aux foules mécontentes pour tenter de les amener à une opposition franche et décisive. Alors qu'elle avait été jusque là très sceptique face aux discours des révolutionnaires prêchant le « coup de force » comme l'unique et ultime solution, elle estime que la déclaration de guerre, dans toute son absurdité, bouleverse la donne politique : écartant ses réticences envers le recours à la violence, elle est prête à appeler aux armes et s'emploie par tous les moyens à contribuer au soulèvement massif de la nation contre « le despotisme ». Or, c'est la guerre qui l'emporte finalement sur la révolution, avec les conséquences que l'on sait ; *a posteriori*, l'été 1870 apparaît à André Léo bel et bien comme une douloureuse occasion manquée de changer d'ère, ainsi qu'elle en témoigne dans l'extrait que nous reproduisons ci-dessous.

---

<sup>26</sup> « Société de secours aux victimes de la guerre. » *Le Siècle*, 27 août 1870 ; *L'Opinion nationale*, 30 août 1870, *Le Temps* 31 août 1870. On retrouve dans le comité directeur au moins deux autres femmes déjà engagées auparavant dans la défense des droits des femmes : Angélique Arnaud, ancienne rédactrice du *Droit des Femmes*, et Marie Ferrand, ancienne membre de l'Association pour le droit des femmes créée par Léon Richer. Un article de X. Feyrnet (sans titre) paru dans *Le Temps* du 3 septembre 1870 précise que cette Société de secours s'appuie sur la Société des écoles professionnelles Lemonnier et sur ses protectrices (Mmes Jules Simon, Pelletan, Goudchaux notamment).

<sup>27</sup> Voir *Le Rappel* des 6 octobre et 9 novembre 1870.

<sup>28</sup> Alain Dalotel, *op. cit.*, p. 70-80.

**La déclaration de guerre vue par André Léo, ou la révolution manquée :**  
**un extrait des manuscrits d'Amsterdam<sup>29</sup>**

**Notes et Impressions – 1870-1871<sup>30</sup>**

**V**

**La déclaration de guerre<sup>31</sup>**

Depuis quelques années, déjà, de sourdes prévisions d'une guerre avec l'Allemagne avaient occupé la presse, et inquiété les esprits. Mais, en même temps que ces points noirs s'amoncelaient, le sentiment public se prononçait ostensiblement pour la première fois contre la guerre. Ce mouvement commence en 1867, à l'époque où la question du Luxembourg menace la paix de l'Europe. Et, chose très remarquable, c'est de l'initiative des ouvriers qu'il part. C'est cette classe jusque-là muette, qui jusque-là en politique n'a fait qu'emboîter le pas à la suite de la bourgeoisie, c'est elle qui entre en scène la première et qui donne le signal. Les ouvriers de Berlin font une adresse à ceux de Paris, où ils déclarent que la guerre entre les peuples est un non-sens et un crime ; et les ouvriers de Paris répondent immédiatement dans le même esprit. Ce fait a été très-peu [sic] remarqué. Il me frappa beaucoup<sup>32</sup> ; (...)

Je ne sais si mes dispositions personnelles m'ont abusée en ceci, mais, à l'époque où nos recrues de province traversèrent Paris, je reçus à les voir l'impression persistante que ces hommes allaient à la guerre avec une répugnance profonde, avec l'horreur de l'acte qu'on exigeait d'eux<sup>33</sup>. Cela se lisait dans leur contenance abattue, dans leurs yeux éteints. en effet, ce prestige

---

<sup>29</sup> Le fonds Descaves de l'Institut d'Histoire Sociale d'Amsterdam recèle plusieurs manuscrits portant sur les années 1870-1871, souvent incomplets. On peut supposer que ces textes ont pu être écrits par André Léo soit lors de son retrait en province en février-mars 1871, soit au début de son exil en Suisse. Ils peuvent correspondre à des projets d'articles (certains, ne faisant que quelques feuillets, sont dotés d'un titre puis signés à la fin « André Léo »), à des projets de conférences (une lettre de Caroline de Barrau, datée du 24 février 1871, évoque une conférence sur le siège de Paris qu'André Léo projette de faire en Poitou : Fonds Descaves, dossier 478), voire à un projet de livre de souvenirs. Dans une lettre à Mathilde Roederer citée par Alain Dalotel (*op. cit.*, p. 102), André Léo, à peine arrivée en Suisse et évoquant les horreurs de la fin de la Commune, écrit : « la pensée de les dire, de les dénoncer à la conscience humaine, me console de vivre après tant de martyrs. J'en commence ici demain le récit public ».

<sup>30</sup> Il s'agit d'un manuscrit intitulé par André Léo « Notes et impressions. 1870-1871 », découpé en huit chapitres mais comportant des lacunes. Il rapporte les souvenirs et les analyses d'André Léo sur la période ; c'est l'un des rares textes autobiographiques d'elle que l'on connaît, même si elle ne s'y met que relativement peu en scène. Jean-Pierre Bonnet a attiré mon attention sur l'écriture des feuillets numérotés de 1 à 49, qui est celle de Benoît Malon ; dans la mesure où ils comportent quelques suppressions et ajouts, visiblement de la main d'André Léo, on peut supposer que Malon a recopié un précédent manuscrit, et qu'André Léo aurait porté là de nouvelles corrections.

<sup>31</sup> Cet extrait, dont une partie a été reproduite dans Alain Dalotel, *op. cit.*, p. 66, me paraît intéressant à développer pour bien saisir ce qui se joue dans les premiers jours de la guerre, du point de vue d'une partie de la gauche. Il correspond aux feuillets numérotés de 44 à 49, les pages suivantes sont manquantes. Le récit reprend ensuite avec les feuillets non numérotés – écrits cette fois de la main d'André Léo – évoquant les événements du mois d'août et cités plus haut.

<sup>32</sup> En avril 1867, André Léo avait fait partie des signataires de la réponse fraternelle faite par les « coopérateurs français à l'adresse de l'association des ouvriers mécaniciens de Berlin » (*La Coopération*, n°18, 5 mai 1867). Elle revient sur cet épisode dans son article « L'association internationale et l'empire : la paix et la guerre », paru dans *Le Siècle*, le 10 juillet 1870.

<sup>33</sup> C'est aussi ce qu'écrit Mary Putnam (voir la note précédente à son sujet), dans une lettre à sa mère datée du 14 août 1870 : « I know of several desertions. It is frightful to notice that every one is indignant with the war – and that all

de la gloire militaire, qu'on venait de travailler tant à détruire, n'existait plus ; il ne restait que l'horreur, le dégoût du massacre que ressent tout homme de sang-froid, l'horreur de la mort que toute créature vivante éprouve. (...)

Le soir du 15 juillet<sup>34</sup>, nous descendîmes sur les boulevards par la rue Lepelletier<sup>35</sup>. Il était difficile de se frayer un passage. Une foule compacte d'habits noirs, dans laquelle se trouvaient des femmes en assez grand nombre, stationnait sur les trottoirs et débordait sur la chaussée ; et, par intervalles, on entendait, non pas un cri, mais comme une parole multiple que toutes les lèvres proféraient ou murmuraient : Vive la paix ! Les omnibus ne circulaient qu'avec peine, et dans celui où nous étions, un chauvin ayant osé approuver la guerre, tous les autres, hommes et femmes, y compris un artilleur, s'élevèrent contre lui et le réduisirent au silence. On ne ménageait pas l'empereur. La crainte de se compromettre était dominée par l'indignation et rassurée par l'autorité du sentiment général.

Du boulevard des Italiens au boulevard Poissonnière, nous fendîmes la foule avec peine. Là seulement, elle devenait moins épaisse et plus calme. On regardait les bandes qui passaient sur la chaussée, les unes composées d'ouvriers et de bourgeois, criaient : Vive la Paix ! D'autres, tambours et drapeau en tête, hurlaient : A Berlin ! Ceux-ci étaient accusés d'être des *blouses blanches*<sup>36</sup> – Effectivement, elles n'y manquaient pas – et l'un de mes amis m'affirma avoir vu la même bande défiler trois fois, comme au théâtre, sur le boulevard. Cela n'empêcha pas les feuilles officieuses de dire que l'enthousiasme avait été très-vif, et Paris très-belligueux. Celles de l'opposition, que je parcourus, n'osèrent pas les démentir, et l'Europe se hâta de croire au chauvinisme de la France.

Certes, la démocratie était contraire à cette guerre, mais la classe qui en fut le plus étonnée, le plus mécontente, fut celle des paysans. On leur avait présenté le plébiscite comme une ère nouvelle de paix et de prospérité, ils avaient voté *oui* avec la confiance qu'on met à conclure un pacte, et bientôt après, tandis qu'ils se livraient avec une sécurité parfaite aux travaux de la récolte, voilà tout à coup cette guerre qui éclate (...). L'effet fut immense. Aucune propagande républicaine ne l'eut atteint. Ils se sentirent trompés<sup>37</sup>. (...)

Enfin, cette condition inespérée existait ; l'empire avait ébranlé lui-même sa base, qui semblait inébranlable ; non plus les villes seulement, mais les campagnes étaient mécontentes, irritées. Pour la première fois, depuis 51, la France entière se trouvait dans cet état où une révolution pouvait être comprise et acceptée. Jusqu'à ce moment, le paysan eut pris les armes pour l'Empereur, menacé par les Parisiens ; maintenant tout au moins il laisserait faire.

Pour rendre l'occasion plus belle et plus facile, dans cette pénurie de soldats, dont s'apercevait tout à coup le ministre, Paris chaque jour se dégarnissait de troupes pour la frontière. Cela en vint au point qu'il ne resta plus à la fin du mois de juillet que 8000 soldats, et l'on prétendait même qu'une partie d'entre eux était acquise à la cause démocratique.

N'était-ce pas une situation sans précédent, admirable, pour une entreprise révolutionnaire ? Comment donc la démocratie, en paroles si batailleuse, et parfois si imprudente, qui tout

---

these young men from whom one expects martial *élan* are literally driven like sheep into the army. », *Life and letters of Mary Putnam Jacobi*, edited by Ruth Putnam, New York, G.P. Putnam's Sons, 1925, p. 255.

<sup>34</sup> Le 15 juillet est le jour du vote des crédits de guerre par le Conseil Législatif.

<sup>35</sup> André Léo ne précise pas qui est ce « nous » mais peut-être est-elle accompagnée de son fils André et d'un ou plusieurs membres de la famille Reclus, qu'elle mentionne dans la suite de son manuscrit.

<sup>36</sup> Les « blouses blanches » désignent des bandes soupçonnées d'être des agitateurs déguisés en ouvriers, au service de la police impériale.

<sup>37</sup> Note de l'auteure : Toutes les lettres que je recevais alors de la province et ce que j'appris par moi même plus tard quand j'y allai constatent ces dispositions.

récemment, au mois de février, en des circonstances bien moins favorables, avait entrepris des barricades<sup>38</sup>, comment, sans en profiter, laissait-elle passer une telle occasion ?

Ce fait donnerait à penser, comme on l'a dit, que tous ces prétendus mouvements sous l'empire avaient été provoqués par des excitations de police. Toujours est-il que pour moi la situation me frappa à un tel point que je ne crois pas avoir eu, dans toute ma vie, et surtout au sujet des événements politiques, une certitude aussi évidente, un sentiment aussi impérieux. Jusque-là, j'avais toujours blâmé et vivement combattu cette éternelle préoccupation de coup de main et d'une rénovation par la force qui remplissait l'esprit et les discours des démocrates. Je ne croyais de guerre possible et profitable contre l'Empire que la propagande active et soutenue des idées républicaines, chose difficile sans doute, mais qu'on pouvait faire pourtant dans une utile mesure – si on l'eut voulue comme il fallait la vouloir, avec dévouement et passion. Rêver un coup de force contre l'opinion me paraissait parfaitement illusoire : mais cette fois, le terrain n'était plus le même ; car au lieu d'avoir l'opinion contre soi, on l'avait pour alliée ; on pouvait délivrer la France à la fois de cette guerre odieuse et de ce joug infâme. Comment donc maintenant s'abstenaient-ils ?

La guerre n'était pas commencée, l'empereur était à Saint-Cloud, Paris était sans troupes<sup>39</sup>. Avant le premier coup de canon, avant le départ de l'empereur, avant l'arrivée des renforts, il fallait agir. Paris soulevé, l'empereur prisonnier, on rangeait les troupes sur les frontières et l'on disait à la Prusse : N'allez pas plus loin ! Nous ne ferons pas un pas hors de notre territoire, nous voulons la paix. Oui, mécontente comme elle l'était, devant ce grand acte de modération et de force, la France aurait applaudi !

Le sentiment de cette situation me domina pendant une semaine, au point de ne pas me laisser une heure de calme. (...) Ce fut au point que, ne m'étant jamais occupée jusqu'alors de politique active, et n'ayant autour de moi, surtout à ce moment, que des amis qui ne s'en occupaient guère plus, je fis pourtant l'effort dont je ne me dissimulais guère l'inutilité, d'aller communiquer ces pensées à quelques hommes influents des sociétés ouvrières (les plus énergiques et les plus influents étaient malheureusement en prison<sup>40</sup>). Ils me répondirent [*fin des feuillets*]. »

Alice Primi,

« L'été où la révolution échoua. Le regard d'André Léo sur le début de la guerre de 1870 », in Claude Latta et Gérard Gâcon (dir.), *Les Républicains et la guerre de 1870-1871*, Jacques André éditeur, Lyon, 2014

---

<sup>38</sup> Allusion aux barricades érigées à Belleville en février 1870, suite à l'arrestation de Rochefort.

<sup>39</sup> La guerre n'est officiellement déclarée que le 19 juillet 1870 ; Napoléon III part pour Metz le 28 juillet.

<sup>40</sup> André Léo fait ici allusion aux dirigeants parisiens de l'Internationale, à commencer par Benoît Malon, qui fait partie des plus durement condamnés.